



Observateur du Fonds mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 49 : 1^{er} septembre 2017

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE :

1. ACTUALITÉS et ANALYSE : [Stupéfaction des militants face à la décision du Fonds mondial de mettre fin aux programmes régionaux de lutte contre le VIH en Afrique](#)

Le Fonds mondial a récemment annoncé que ses priorités en matière d'investissements multipays pour le cycle de financement 2017/2019 ne comprennent pas de programmes de lutte contre le VIH en Afrique. Cette décision affectera huit subventions existantes d'une valeur de près de 60 millions de dollars, dont la plupart sont mises en œuvre depuis moins de deux ans. Les militants ont réagi à cette décision, la qualifiant de « frustrante » et « irresponsable ». La majorité des investissements multipays en cours ont des objectifs de réforme politique et juridique sur le long terme, qui nécessitent des investissements soutenus en termes de plaidoyer pour avoir un impact durable.

2. ACTUALITÉS : [Le Fonds mondial élabore un plan d'évolution des ICN qui modifiera probablement leur rôle et leur structure](#)

Le Fonds mondial et plusieurs de ses partenaires se sont engagés dans un processus qui pourrait entraîner des modifications significatives du rôle et de la structure des instances de coordination nationale. Des consultations régionales à la fin du mois d'août et en septembre dans le cadre du projet d'évolution des instances de coordination nationale sont prévues, avec pour objectif de soumettre une proposition de réforme des instances à l'approbation du Conseil d'administration à sa réunion de mai 2018.

3. ACTUALITÉS et ANALYSE : [Le Fonds mondial demande au Nigeria de retravailler sa demande de financement TB/VIH](#)

Le 4 août 2017, le Nigeria a été informé que sa demande de financement pour la lutte conjointe contre le VIH et la tuberculose n'était pas invitée à passer au stade de l'établissement de la subvention. Le Nigeria est le plus gros portefeuille d'investissement

du Fonds mondial. Ceci représente le dernier revers en date d'un portefeuille qui a dû faire face à de nombreuses difficultés. Des audits réalisés en 2011 et en 2016 par le Bureau de l'Inspecteur général ont révélé des problèmes persistants de gestion financière et des subventions, qui bloquent le progrès vers l'élimination des trois maladies dans le pays.

4. ACTUALITÉS : [Trouver la source des vols de médicaments au Malawi s'avère difficile, selon le BIG du Fonds mondial](#)

Selon un nouveau rapport du Bureau de l'Inspecteur général, le problème des vols de médicaments au Malawi est largement répandu, et il est plus facile de trouver des preuves de la vente de médicaments volés que de la manière dont ils ont été volés.

5. ACTUALITÉS : [GMS, important prestataire d'assistance technique relative au Fonds mondial, fermera ses portes en septembre](#)

Grant Management Solutions, un projet d'USAID et important prestataire d'assistance technique relative au Fonds mondial, cessera ses opérations en septembre. Le financement du projet GMS provient des 5 pour cent que les États-Unis retiennent de leur soutien au Fonds mondial. Aucune annonce n'a encore été faite sur l'éventuelle désignation par USAID d'un projet pour succéder à GMS.

6. ANNONCE : [Aidspan recherche des correspondants pour l'OFM](#)

Aidspan souhaite élargir son équipe de correspondants pour l'Observateur du Fonds mondial. Les besoins les plus pressants concernent la couverture des régions suivantes : Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Asie du Sud et Asie du Sud-Est.

[HAUT](#)

ARTICLES:

1. ACTUALITÉS et ANALYSE : Stupéfaction des militants face à la décision du Fonds mondial de mettre fin aux programmes régionaux de lutte contre le VIH en Afrique

Huit subventions d'une valeur de près de 60 millions de dollars sont concernées par la décision

Gemma Oberth

Le Fonds mondial [a récemment annoncé](#) la liste des priorités en matière de financement multipays pour le cycle de financement 2017/2019. Une partie des 260 millions de dollars disponibles est réservée à des candidats préalablement identifiés, tandis que le reste fera l'objet de demandes concurrentielles, bien que les régions admissibles et les objectifs des subventions soient déterminés par le Fonds lui-même (voir l'[article de l'OFM](#)).

On ne peut s'empêcher de remarquer qu'aucun financement pour les démarches multipays relatives au VIH en Afrique subsaharienne – la région la plus durement touchée par la maladie – ne figure sur la liste. Le Fonds mondial a indiqué que sa décision reposait sur les orientations et les informations des partenaires techniques. Les militants ont qualifié la décision de « frustrante » et « irresponsable ».

(Aidspan a invité Seth Faison, directeur de la communication au Fonds mondial, à commenter l'ébauche du présent article, et celui-ci a fourni une déclaration que nous avons reprise à la fin de l'article.)

Le Fonds mondial investit actuellement 59,3 millions de dollars dans huit subventions multipays de lutte contre le VIH en Afrique (voir le tableau ci-après), dont la plupart prendront fin en 2018 sans possibilité de reconduction.

Aidspan a par le passé publié des articles sur plusieurs subventions multipays de lutte contre le VIH en Afrique (voir les articles de l'OFM disponibles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Outre le fait qu'elle suppose la fin du financement des programmes existants, la décision du Fonds mondial signifie qu'il n'y aura plus de possibilités de nouveaux programmes multipays de lutte contre le VIH dans la région.

Dans sa [foire aux questions](#), le Fonds mondial explique pourquoi il n'a pas alloué de fonds supplémentaires aux programmes multipays de lutte contre le VIH. Il déclare que bien que le VIH ait proportionnellement reçu moins de fonds que la tuberculose et le paludisme dans le cadre des démarches multipays, il en a reçu davantage au niveau des fonds de contrepartie. Les fonds de contrepartie sont des financements supplémentaires offerts au niveau des pays, sous la condition qu'une priorité accrue soit accordée à certains domaines programmatiques dans la somme allouée des pays (voir l'[article de l'OFM](#)).

Or, les fonds de contrepartie et les subventions multipays sont des types d'investissement tout à fait différents. « Un des critères de la mise au point de subventions régionales visait à s'assurer que les activités ne pouvaient pas être couvertes par les subventions nationales », explique Shaun Mellors, directeur des connaissances et de l'influence à l'Alliance internationale contre le VIH/sida. « Il n'est en aucun cas possible, ni approprié, pour les subventions nationales de couvrir les activités ou processus régionaux. C'est en train de devenir une excuse pour ne pas financer le travail de plaidoyer et de politique régional », ajoute M. Mellors. Des partenaires de l'Alliance participent à trois des huit subventions figurant dans le tableau ci-après.

Tableau : Subventions VIH multipays existantes du Fonds mondial en Afrique

Réципиентаire principal	Subvention	Montant de l'accord de subvention (en millions de dollars US)	Date de fin de la subvention
Consortium des ONG du Kenya contre le sida (KANCO)	QPB-H-KANCO	5 566 264,00	Sept. 2018
Organisation du Corridor Abidjan-Lagos (OCAL)	QPF-H-ALCO	9 512 171,47	Déc. 2018
Réseau africain de soins pour les enfants touchés par le sida (ANECCA)	QPA-H-ANECCA	3 798 118,00	Oct. 2018
Alliance sida et droits pour l'Afrique australe et Enda Santé (ARASA-ENDA)	QPA-H-UNDP	10 522 144,00	Déc. 2018
Handicap International (HI)	QPF-H-HandINT	3 135 762,55	Déc. 2019
Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement, Afrique australe (HIVOS)	QPA-H-HIVOS	11 465 336,00	Déc. 2018
ITPC-Afrique occidentale	QPF-H-ITPC	3 779 463,99	Déc. 2019
Communauté de développement de l'Afrique australe - Phase 2	QPA-H-SADC	11 526 269,00	Déc. 2017

La majorité des programmes multipays de lutte contre le VIH comportent des cibles de résultats à long terme, comme l'établissement de précédents jurisprudentiels ou l'exercice d'une influence sur la politique. Comme l'a [par le passé commenté à Aidspace](#) Deena Patel, en charge de la subvention ARASA-ENDA : « Il s'agit d'une subvention pour la défense des droits de l'homme. Nous savons tous que c'est un travail de longue haleine dont nous ne pouvons pas toujours prédire les résultats. »

La subvention ARASA-ENDA est axée sur l'élimination des obstacles juridiques entravant l'accès des populations clés aux services de lutte contre le VIH et à d'autres services de santé au travers d'actions en justice stratégiques et de plaidoyer local. La subvention KANCO vise à réformer la politique relative aux médicaments au niveau de la [Communauté d'Afrique de l'Est](#). La subvention Hivos, quant à elle, renforce les réseaux de professionnels du sexe, d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et des communautés transgenres d'Afrique australe. Il est clair que ces objectifs requièrent plus de trois ans d'investissement.

M. Mellors est du même avis que Mme Patel : « Non seulement ces processus prennent du temps à produire un impact, mais ils traitent souvent de sujets très difficiles et sensibles, comme essayer de changer les normes sociales en modifiant les politiques relatives à l'orientation sexuelle, à la réduction des méfaits ou à d'autres questions ». Il souligne du reste l'importance d'une planification et d'un calendrier minutieux lorsque l'on traite de sujets aussi sensibles, notamment pour que les programmes ne produisent pas les effets contraires à ceux attendus.

« Dans la pratique, une subvention de trois ans ne peut pas avoir d'impact à long terme », affirme Solange Baptiste, directrice exécutive de la Coalition internationale pour la préparation aux traitements (ITPC). La subvention multipays du Fonds mondial administrée par la section Afrique occidentale de l'ITPC soutient un observatoire régional des traitements en milieu communautaire qui plaide en faveur de l'élimination des obstacles à l'accès au traitement, en particulier pour les populations clés, les femmes et les jeunes vivant avec le VIH. « Une subvention de trois ans peut afficher des résultats, mais l'impact ne se fait sentir qu'au bout de cinq ans environ, surtout en ce qui concerne les initiatives de plaidoyer et l'impact au niveau régional », explique-t-elle.

Beaucoup se sentent découragés par la décision du Fonds mondial, d'autant plus que les subventions en cours commencent à peine à atteindre leur vitesse de croisière. La subvention de Hivos – « KP REACH » – qui vise à atteindre les populations clés, est mise en œuvre depuis un peu plus d'un an, celle de l'ITPC-Afrique occidentale a été lancée il y a à peine six mois.

« Dès le départ, l'idée sous-tendant la subvention était d'élargir les travaux après 2018 en ajoutant quatre pays supplémentaires aux huit pays actuellement visés », déclare Sithembile Chiware, directrice de programme pour la subvention KP REACH au bureau régional de Hivos pour l'Afrique australe. D'après elle, la subvention prouve à quel point il est important de renforcer les réseaux régionaux pour les populations clés. « Que le Fonds mondial nous ait donné la possibilité d'investir dans ce travail important est fantastique, mais il est triste que nous ne puissions pas poursuivre nos travaux au-delà de 2018 », dit-elle.

Un autre récipiendaire principal affiche le même sentiment : « Notre subvention a engendré d'excellents résultats, et il serait intéressant de voir ce que nous pourrions accomplir d'autre si nous avions trois ans de plus ».

Aidspan a demandé à ces récipiendaires principaux s'il existe d'autres sources potentielles de financement susceptibles de permettre à ces programmes régionaux de poursuivre leurs travaux. L'ITPC-Afrique occidentale a répondu ne pas entrevoir de donateurs capables de soutenir l'ampleur et la nature des travaux actuellement financés par le Fonds mondial. L'Alliance a répondu qu'elle ne dispose pas de financement lui permettant de poursuivre ses programmes régionaux, et qu'à défaut de trouver au plus vite des sources de financement, elle devra fermer ses portes. Hivos a pour sa part indiqué qu'il était plus probable que les organisations membres du partenariat obtiennent des financements à titre individuel, plutôt qu'en tant que consortium, ce qui réduirait la coordination régionale effective des programmes de lutte contre le VIH ciblant les populations clés.

Compte tenu du fait que la plupart des subventions multipays de lutte contre le VIH financées par le Fonds mondial en Afrique – voire toutes – n'auront guère d'autre option que d'être clôturées en 2018/2019, les militants remettent en cause la valeur d'un financement à si court terme par rapport à des objectifs indéniablement à long terme. Pour M. Mellors, il s'agit d'un « investissement gaspillé ». À ses yeux, le fait que ni le Fonds mondial ni ses partenaires techniques ne voient la nécessité de continuer à investir dans les programmes régionaux de lutte contre le VIH en Afrique signifie qu'ils ne comprennent de toute évidence pas les processus politiques et de plaidoyer.

Déclaration du Secrétariat du Fonds mondial

Invité à commenter l'ébauche de cet article, Seth Faison, directeur de la communication, a fourni la déclaration suivante à Aidsplan :

« Les allocations du Fonds mondial pour la période 2017/2019 affectent davantage de fonds aux programmes de lutte contre le VIH en Afrique que celles de la période précédente, notamment au niveau des financements à effet catalyseur, qui mettent fortement l'accent sur les femmes et les jeunes filles en Afrique australe et orientale. Les priorités des financements à effet catalyseur ont été mises au point en étroite consultation avec les partenaires techniques, notamment l'OMS et l'ONUSIDA, et ont été approuvées par le Conseil d'administration du Fonds mondial.

Les subventions multipays peuvent s'avérer importantes, mais tous les choix de financement doivent néanmoins être soupesés par rapport à une réduction correspondante ailleurs. Fort de sa ferme détermination à concevoir des financements visant un maximum d'impact, le Conseil d'administration du Fonds mondial a autorisé des décisions accordant la priorité aux financements venant en aide au plus grand nombre.

En outre, le Fonds mondial accorde la priorité aux subventions multipays dans les régions où les sommes allouées aux pays sont globalement réduites. En Afrique, les sommes allouées aux pays sont en hausse.

Votre article laisse entendre que le financement accordé aux programmes de lutte contre le VIH en Afrique est réduit. Cela n'est pas le cas en ce qui concerne l'allocation totale, ni en ce qui concerne les financements à effet catalyseur. Veuillez garder à l'esprit les faits suivants :

- Plus de 80 % des fonds de contrepartie affectés à la lutte contre le VIH vont à l'Afrique (124,2 millions de dollars contre 25,8 millions de dollars pour les autres régions) ;
- Deux tiers des fonds de contrepartie totaux vont à l'Afrique (209,6 millions de dollars contre 103,4 millions pour les autres régions) ;
- Pris ensemble, les fonds de contrepartie et les démarches multipays affectés au VIH vont à l'Afrique à hauteur de 66 % (131,7 millions de dollars contre 68,3 millions de dollars pour les autres régions) ;
- Pris ensemble, les fonds de contrepartie et les démarches multipays totaux sont affectés à hauteur de 48 % à l'Afrique (277,6 millions de dollars contre 295,4 millions de dollars pour les autres régions), principalement du fait du montant important attribué à l'Initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine en Asie du Sud-Est (119 millions de dollars). »

[HAUT](#)

2. ACTUALITÉS : Le Fonds mondial élabore un plan d'évolution des ICN qui modifiera probablement leur rôle et leur structure

Consultations régionales prévues en août et septembre

David Garmaise

Le Fonds mondial s'est engagé dans un processus susceptible d'entraîner des modifications significatives du rôle et de la structure des instances de coordination nationale. Un aspect clé de ce processus consiste en une série de consultations régionales organisée par le pôle ICN du Fonds mondial et plusieurs partenaires, dont l'initiative BACKUP Health de l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), l'Alliance internationale contre le VIH/sida et l'Initiative 5 %. BACKUP Health participe au nom du ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques et de l'Agence suisse pour le développement et la coopération.

Contexte

Lors de sa réunion de novembre 2016 à Genève (Suisse), le Conseil d'administration a examiné un rapport préparé par le Secrétariat sur le modèle institutionnel du Fonds mondial. Ce rapport conclut que le modèle institutionnel actuel du Fonds mondial présente d'importants avantages, mais qu'il faudrait apporter des améliorations dans trois domaines, dont le renforcement des instances de coordination nationale.

Le rapport souligne que bon nombre des principaux problèmes auxquels les instances de coordination nationale sont confrontées avaient été identifiés dans un [audit des instances de coordination nationale par le Bureau de l'Inspecteur général](#), dont le rapport a été publié en février 2016. Les problèmes suivants avaient ainsi été identifiés : participation insuffisante des instances de coordination nationale au suivi stratégique des subventions, engagement et habilitation variables de la société civile et des populations clés auprès des instances et liens inappropriés avec les principaux acteurs dans les pays.

En réponse à la recommandation relative au renforcement des instances de coordination nationale, le Fonds mondial a initialement décidé de mettre au point une stratégie relative aux instances de coordination nationale. Celle-ci a par la suite été rebaptisée le « projet d'évolution des instances de coordination nationale », dont l'objectif est de faire évoluer les instances de coordination nationale de manière à obtenir un impact accru.

Consultations régionales

Jusqu'ici, le projet d'évolution des instances de coordination nationale a « évolué » à huis clos, à savoir au sein du Secrétariat et de deux comités du Conseil d'administration (le Comité de la stratégie et le Comité d'éthique et de gouvernance). Les consultations régionales porteront toutefois le débat sur la place publique. Cinq consultations ont été programmées, aux lieux et dates suivants :

Siem Reap (Cambodge) – 29-30 août
Addis-Abeba (Éthiopie) – 5-8 septembre

Ukraine – 5 septembre
Abidjan (Côte d’Ivoire) – 12-15 septembre
Panama (Panama) ou Lima (Pérou) – 19-20 septembre

Siem Reap

Huit instances de coordination nationale ont été invitées à la consultation de Siem Reap : celles de la Thaïlande, des Philippines, du Cambodge, du Bhoutan, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Sri Lanka, du Timor-Leste et du Kazakhstan.

L’ordre du jour préliminaire de cette consultation comprend des discussions sur la manière dont les instances de coordination nationale pourraient évoluer dans les quatre domaines suivants : 1) fonctionnement et secrétariat, 2) composition et engagement, 3) coordination et liens entre les programmes nationaux, et 4) suivi stratégique.

Il devrait également y avoir une discussion sur la différenciation et la manière dont elle pourrait s’appliquer aux instances de coordination nationale. Le terme de différenciation se rapporte à la notion selon laquelle il devrait y avoir différents modèles de structure et de fonctionnement des instances de coordination nationale, en fonction du contexte. Par exemple, il pourrait y avoir un modèle pour les instances opérant dans un contexte d’intervention difficile, un autre pour les instances des pays à fort impact, etc.

Addis-Abeba

Quinze instances de coordination nationale sont invitées à la consultation d’Addis-Abeba : celles de l’Éthiopie, du Kenya, du Lesotho, du Liberia, du Malawi, de la Namibie, du Nigeria, du Rwanda, de la Sierra Leone, du Soudan, de la Tanzanie, de la Gambie, de l’Ouganda, de la Zambie et de l’Afghanistan. Il leur est demandé d’envoyer une délégation de trois personnes : un représentant des pouvoirs publics, un membre du comité de suivi stratégique de l’instance et un représentant de la société civile ou des populations clés.

L’invitation à la consultation d’Addis-Abeba informe que les deux premières journées seront consacrées à l’examen du modèle actuel d’instance de coordination nationale, et que les participants seront appelés à « concevoir, débattre et recommander des mesures et actions concrètes à mettre en œuvre en 2018 et au-delà ». Les deux journées suivantes offriront une plateforme d’échange de connaissances, en particulier en matière de gouvernance et de critères d’admissibilité des instances de coordination nationale relatifs au suivi stratégique et à l’engagement de la société civile et des populations clés. Les instances de coordination nationale auront l’occasion de présenter les bonnes pratiques et les difficultés dans ces domaines et de discuter de démarches d’amélioration des résultats des instances.

L’invitation mentionne en outre quatre questions que les organisateurs de la consultation proposent d’aborder « avec votre instance de coordination nationale et vos circonscriptions ». Un formulaire est joint pour enregistrer les réponses, que les instances de coordination nationale sont invitées à envoyer avant l’atelier. Les quatre questions sont les suivantes :

- Quels sont d’après vous les trois principaux problèmes et avantages de votre modèle actuel d’instance de coordination nationale ?

- Quelles seraient les meilleures manières de résoudre ces problèmes et de tirer parti des avantages ?
- À la lumière de la nouvelle stratégie du Fonds mondial, veuillez indiquer la meilleure ou les deux meilleures manières dont les instances de coordination nationale pourraient évoluer ?
- Les instances de coordination nationale devraient-elles avoir différentes responsabilités et caractéristiques en fonction du contexte du pays (conflit, taille, etc.) ?

Ukraine

Onze instances de coordination nationale sont invitées à la consultation régionale qui aura lieu en Ukraine : celles de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de l'Iran, du Kazakhstan, de la Macédoine, de Moldova, du Monténégro, de la Roumanie, du Tadjikistan et de l'Ukraine.

Abidjan

Vingt et une instances de coordination nationale sont invitées à la consultation régionale d'Abidjan : celles du Bénin, du Burkina-Faso, du Burundi, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Tchad, des Comores, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, de la République démocratique du Congo, du Gabon, de Guinée-Conakry, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la République du Congo, du Sénégal, du Togo et de la Tunisie.

L'invitation à la consultation d'Abidjan est similaire à celle d'Addis-Abeba, à la différence près du programme des deux dernières journées de consultation. Pour Abidjan, les membres d'instances de coordination nationale et autres parties prenantes intéressées sont invités à réfléchir au rôle que pourrait jouer l'assistance technique – et en particulier l'Initiative 5 % – dans l'évolution des instances. L'objectif de cette partie du programme est d'examiner les contributions de l'Initiative 5 %, d'échanger les meilleures pratiques et de définir de nouvelles démarches dans le contexte de l'évolution des instances de coordination nationale.

Panama ou Lima

Dix instances de coordination nationale sont invitées à la consultation de la région Amérique latine-Caraïbes : celles de Panama, du Salvador, de Belize, du Suriname, de la Jamaïque, du Paraguay, de Cuba, de la République dominicaine, du Honduras et du Guatemala.

Pays ne participant pas

Le Secrétariat a indiqué à Aidsplan qu'il donnera à toutes les instances de coordination nationale ne participant pas aux consultations un questionnaire dans lequel elles pourront fournir leurs commentaires sur les difficultés des instances de coordination nationale, les solutions et les manières de faire évoluer le modèle.

Prochaines étapes

Après les consultations, le Secrétariat préparera une proposition de réforme du rôle et de la structure des instances de coordination nationale. Celle-ci sera discutée et perfectionnée par le Comité de la stratégie et le Comité d'éthique et de gouvernance, après quoi elle sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration à sa réunion de mai 2018.

Des documents d'orientation et des supports de formation devront également être rédigés.

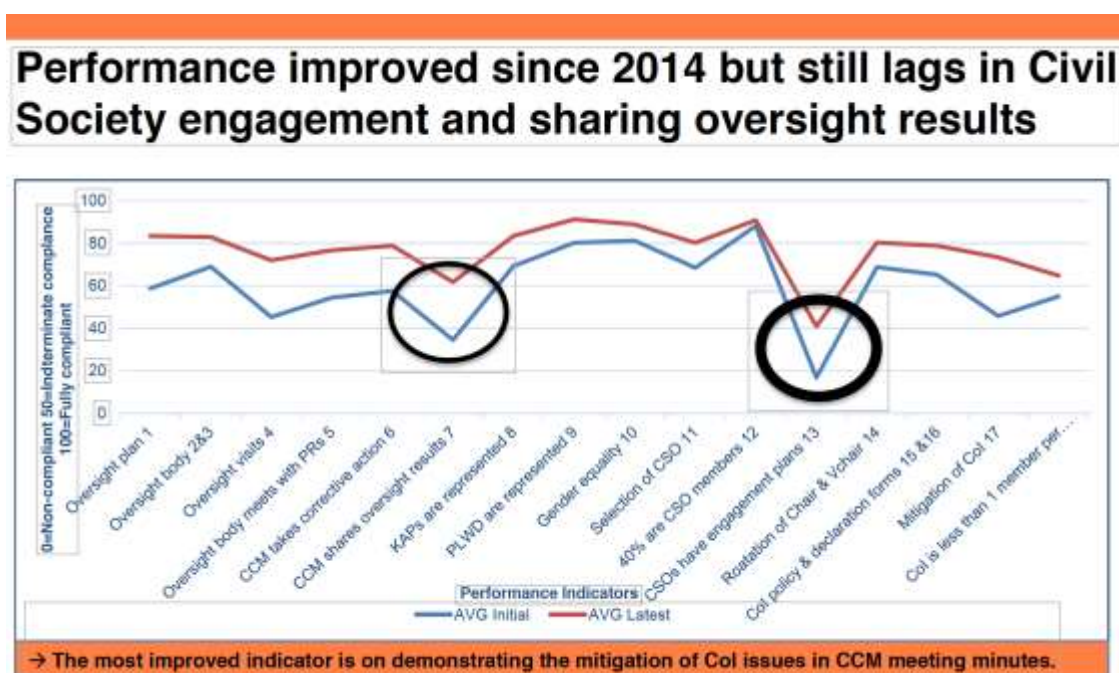
Selon les informations d'Aidspan, certaines délégations du Conseil d'administration se sont dites inquiètes de ce que le processus de consultation soit trop précipité.

L'OFM devrait être en mesure de commenter de manière plus approfondie le projet d'évolution des instances de coordination nationale lorsque plusieurs des consultations régionales auront eu lieu.

Point sur les instances de coordination nationale

Afin de guider les discussions sur l'évolution des instances de coordination nationale, le Secrétariat a préparé une mise à jour sur la taille et la structure des instances, leurs résultats ainsi que les facteurs qui ont une influence sur leurs résultats et sur ceux des subventions. En voici une synthèse (en anglais) :

Figure : Résultats des instances de coordination nationale



Source : Le Fonds mondial

Taille et structure des instances de coordination nationale

Selon le Secrétariat :

- La taille des instances de coordination nationale varie de 5 à 39 membres ;
- En moyenne, environ la moitié des membres sont des représentants de la société civile, ce qui est supérieur de 10 pour cent au minimum fixé dans les critères d'admissibilité des instances de coordination nationale ;
- La présidence de la majorité des instances de coordination nationale est assurée par un représentant du gouvernement ;
- Le financement total des instances de coordination nationale est demeuré relativement stable au cours des quatre dernières années, allant de 8,2 à 9,2 millions de dollars par an. En moyenne, les instances de coordination nationale reçoivent 90 000 dollars par an. Sur cette même période, le financement total des instances de coordination régionale a augmenté de manière significative, de 0,2 million de dollars en 2013 à 1,8 million en 2016. En moyenne, les instances de coordination régionale reçoivent 180 000 dollars par an. Alors que le nombre d'instances de coordination nationale est relativement fixe, le nombre d'instances de coordination régionale est en grande partie déterminé par les initiatives en place aux fins du financement des démarches multipays.

Résultats des instances de coordination nationale

Les résultats des instances de coordination nationale par rapport aux quatre critères d'admissibilité sont mesurés au moyen des évaluations effectuées tous les ans ou tous les deux ans. D'après le Secrétariat :

- Les résultats se sont améliorés depuis 2014, mais sont toujours à la traîne dans deux domaines, à savoir le partage des résultats de suivi stratégique (indicateur n° 7) et l'engagement de la société civile (indicateur n° 13) (voir la figure). L'indicateur n° 7 vérifie si les instances de coordination nationale transmettent trimestriellement les résultats de suivi stratégique au Secrétariat du Fonds mondial et aux parties prenantes dans le pays. L'indicateur n° 13 vérifie si l'instance de coordination nationale a une procédure clairement définie pour que les membres obtiennent des commentaires de leurs circonscriptions et leur fournissent des retours d'information.
- Les instances de coordination nationale des pays à fort impact affichent de meilleurs résultats du fait de l'engagement accru des partenaires. Quatorze instances de coordination nationale et une instance de coordination régionale représentent le plus gros des instances affichant de mauvais résultats. Sans surprise, il y a une corrélation étroite entre les instances de coordination nationale présentant de faibles résultats et les contextes d'intervention difficiles.

Facteurs influençant les résultats des instances de coordination nationale et des subventions

Il ressort d'une analyse menée par le Secrétariat que des résultats solides sont liés à plusieurs facteurs sur lesquels le Fonds mondial peut exercer une influence, à savoir le montant de

financement de l'instance de coordination nationale, sa taille et la rotation de ses membres. L'analyse en question révèle également qu'il y a une corrélation, certes petite mais positive, entre les résultats des instances de coordination nationale et les résultats des subventions.

[HAUT](#)

3. ACTUALITÉS et ANALYSE : Le Fonds mondial demande au Nigeria de retravailler sa demande de financement TB/VIH

Portefeuille criblé de problèmes

Gemma Oberth

Le 4 août 2017, le Nigeria a été informé que sa demande de financement pour la lutte conjointe contre le VIH et la tuberculose – déposée le 28 mai 2017 – n'était pas invitée à passer au stade de l'établissement de la subvention. Le Comité technique d'examen des propositions a recommandé qu'une version révisée soit préparée. Cela signifie que le pays doit retravailler sa demande de financement et en présenter une nouvelle version, tenant compte des préoccupations du Comité. Le pays présentera de nouveau sa demande de financement le 7 février 2018, date de soumission pour la quatrième période d'examen.

Le Nigeria est le plus gros portefeuille d'investissement du Fonds mondial. Pour le cycle de financement 2017/2019, le pays s'est vu allouer 660,7 millions de dollars pour les trois maladies, ce qui représente 6,4 % des investissements totaux du Fonds mondial pour la période. Les investissements du Fonds mondial au Nigeria à ce jour dépassent 1,8 milliard de dollars. Ces fonds ont permis de placer près d'un million de personnes sous traitement anti-VIH, de détecter presque un demi-million de cas de tuberculose et de distribuer près de 130 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide.

Les subventions actuelles de lutte contre le VIH et la tuberculose prennent fin le 31 décembre 2017. Suite à la décision du Comité technique d'examen des propositions, il sera nécessaire de proroger les subventions afin de garantir la disponibilité des médicaments vitaux et des services essentiels.

Pour le VIH et la tuberculose, les ressources du Fonds mondial représentent environ un quart des ressources totales disponibles dans le pays. Un autre quart provient d'autres donateurs, dont le PEPFAR, et les ressources nationales représentent près de la moitié du financement total.

D'après les sources d'Aidspan dans le pays, le Comité technique d'examen des propositions a demandé de meilleures descriptions des aspects suivants du programme proposé dans la demande de financement : la décentralisation des prestations de services, les interventions ciblant les adolescents et les jeunes, les estimations relatives à la taille des populations clés, les considérations en matière de droits de l'homme, la coordination des donateurs et la pérennité financière de la riposte.

[Des études montrent](#) que la coordination des donateurs au Nigeria est entravée par la fragmentation de la direction au niveau national. Les différents organes – la Commission nationale de planification, l'Agence nationale de lutte contre le sida, la Division VIH/sida du ministère de la Santé et l'instance de coordination nationale du Fonds mondial – communiquent mal entre eux et leurs responsabilités se chevauchent à de nombreux égards.

Les problèmes de pérennité financière sont une préoccupation que l'on retrouve chez plusieurs des principaux partenaires de financement du Nigeria. L'[indice 2016 de pérennité du Nigeria](#) du PEPFAR qualifie la mobilisation de ressources nationales de « non viable et nécessitant des investissements significatifs » – la plus faible des quatre catégories possibles. En raison du manque d'investissements dans l'achat d'antirétroviraux et d'autres produits essentiels, le PEPFAR qualifie également la prestation de services au Nigeria de non viable.

Les difficultés liées à la décentralisation des prestations de services constituent un autre sujet de préoccupation commun. Le PEPFAR souligne l'absence de reconnaissance officielle des stratégies de prestation de services VIH/sida au niveau communautaire comme un problème majeur. Les parties prenantes qui ont participé à la mise au point de la demande de financement du Nigeria ont exprimé des inquiétudes semblables.

« L'examen initial de la feuille de route de mise au point de la demande de financement a montré qu'aucun espace n'était prévu pour discuter des inquiétudes de la société civile ou du renforcement des systèmes communautaires », indique M. Cheikh Traore, consultant dans le domaine de la santé et des droits de l'homme basé à Lagos qui a aidé la société civile à participer au processus de mise au point de la demande de financement. « De ce fait, les priorités de financement initialement identifiées par le ministère de la Santé et l'instance de coordination nationale ne définissaient pas spécifiquement d'activités communautaires », ajoute-t-il.

La société civile s'est réunie deux semaines avant la date de soumission, dans l'objectif spécifique d'examiner le projet de demande de financement et d'améliorer certaines des interventions communautaires et ciblant les populations clés proposées. Le processus était mené par la Société civile pour le VIH/sida au Nigeria (CiSHAN) et le Centre international de plaidoyer en faveur du droit à la santé (ICARH), avec le soutien du Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO) et des Réseaux nationaux d'Afrique orientale d'organisations de lutte contre le sida (EANNASO). D'aucuns estiment que cet engagement est intervenu trop tard dans le processus pour avoir une influence réelle sur la demande de financement.

« Le facteur temps est important », commente Ize Adava, directrice exécutive de la CiSHAN. « À mes yeux, nous aurions pu mieux faire si nous avions entamé le processus en temps opportun. » Et de souligner que le processus tout entier de mise au point de la demande de financement a été précipité, pas seulement les consultations avec la société civile. « Jusqu'au mois d'avril, j'avais le sentiment que rien ne se passait, malgré le fait que nous devions présenter la demande en mai », a déclaré Mme Adava à Aidsplan. « On ne peut que s'imaginer la quantité de travail qui a dû être effectué dans les semaines qui ont suivi. »

Multitude de problèmes

La décision du Comité technique d'examen des propositions de renvoyer la demande du Nigeria pour révision est le dernier revers en date d'un portefeuille criblé de problèmes.

Lors d'un audit du Bureau de l'Inspecteur général en 2011, sept millions de dollars de fonds détournés avaient été découverts, qui avaient dû être remboursés au Fonds mondial (voir l'[article de la version anglaise de l'OFM](#)). Le rapport d'audit identifiait également plusieurs faiblesses, principalement en matière de gestion financière, d'achat et de gestion des sous-récepteurs, et contenait 53 recommandations visant à résoudre ces problèmes.

En octobre 2015, trois millions de dollars restaient à rembourser. En janvier 2015, le Comité exécutif de direction du Fonds mondial a adopté une politique relative aux recouvrements selon laquelle en dernier recours, si tous les efforts de recouvrement échouent, le Fonds mondial réduit la somme allouée au pays concerné par un facteur de 2:1. Dans une lettre du 23 septembre 2015 adressée à l'instance de coordination nationale, le directeur de la Division de gestion des subventions du Fonds mondial, Mark Edington, indiquait qu'un montant de 5,3 millions de dollars devrait peut-être être déduit de la prochaine allocation du Nigeria (voir l'[article de l'OFM](#)). « Si une réduction s'avère nécessaire, c'est à contrecœur que nous l'effectuerons », ajoutait-il. Finalement, la somme allouée au Nigeria pour le cycle de financement 2017/2019 n'a pas été réduite, selon les [médias locaux](#).

Lors de l'approbation des subventions du Fonds mondial en 2014, le programme de lutte contre le paludisme du Nigeria s'est vu attribuer 45,7 millions de dollars en financement d'encouragement, sous la condition que le gouvernement égale ce montant en financement national sous la forme d'investissements dans des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action. Le gouvernement risque de perdre son financement d'encouragement pour avoir manqué le délai du 31 mars 2017 qui lui avait été donné pour mobiliser les fonds de contrepartie (voir l'[article de la version anglaise de l'OFM](#)). (Cette question est encore en discussion.)

Lors d'un autre audit réalisé en 2016, le Bureau de l'Inspecteur général a qualifié d'« inefficaces » les subventions du Nigeria en termes de contrôles, de gouvernance et de gestion des risques. Cette note est la plus basse des cinq possibles. Cet audit a mis au jour 20 millions de dollars de dépenses d'achat non justifiées et 7,7 millions de dollars de dépenses non justifiées relatives aux ressources humaines et au processus d'approbation des paiements (voir l'[article de la version anglaise de l'OFM](#)). Un autre rapport d'enquête du Bureau de l'Inspecteur général, publié le même jour que le rapport d'audit, décrit des preuves de détournement systématique de fonds des programmes, de pratiques frauduleuses et de collusion par le personnel d'un sous-récepteur dans le cadre d'une subvention de lutte contre le VIH du Nigeria (voir l'[article de la version anglaise de l'OFM](#)).

Dans le rapport sur l'audit de 2016, le Bureau de l'Inspecteur général écrivait que le Fonds mondial était confronté à plusieurs difficultés au Nigeria, notamment du fait que les subventions n'atteignaient pas les cibles d'impact, de la mauvaise qualité des services de santé, des interruptions de traitement et des cas de fraude, de corruption et d'abus de fonds. Le Bureau de l'Inspecteur général signalait qu'au cours des deux années écoulées, le Fonds mondial avait

tenté de réduire les risques dans le portefeuille, mais que ces efforts n'avaient engendré que des améliorations minimales du profil de risque du portefeuille, qui « s'était même détérioré ».

De l'avis du Bureau de l'Inspecteur général, les modalités inefficaces de mise en œuvre des subventions étaient à l'origine de la plupart des problèmes significatifs. Malgré le transfert total des prestations de services de santé aux gouvernements des États, les programmes soutenus par le Fonds mondial étaient à l'époque mis en œuvre au niveau national, indiquait le rapport du Bureau de l'Inspecteur général, ce qui nuisait à la responsabilisation, au suivi stratégique et à l'impact des programmes sur le long terme.

En décembre 2015, le Fonds mondial a approuvé cinq subventions de lutte contre la tuberculose et le VIH, mais avec réticence, en raison des graves préoccupations concernant les faiblesses et les risques liés aux opérations et aux systèmes. La note conceptuelle est restée au stade de l'établissement de la subvention pendant plus d'un an, délai bien supérieur à la norme. Finalement, le Fonds mondial a décidé que, compte tenu de la taille du pays, de sa charge de morbidité élevée et de l'importance des subventions du Nigeria dans le portefeuille global, la non-approbation des subventions selon le CAS n'était « pas une option privilégiée actuellement si le Fonds mondial veut continuer à remplir sa mission ». (Voir l'[article de l'OFM](#).)

Malgré toutes ces difficultés, le Nigeria « est un pays incontournable dans le cadre des efforts d'éradication des trois épidémies », a commenté M. Edington à Aidspan [en début d'année](#). Le Fonds mondial a mis en place plusieurs mesures destinées à améliorer l'efficacité de ses investissements dans le pays. Ces dernières années, il a entamé des échanges avec les gouvernements des États et commencé à octroyer des subventions directement à ceux-ci. Par ailleurs, une quarantaine d'employés de l'agent local du Fonds sont actuellement chargés du suivi stratégique au Nigeria. À titre de sauvegarde supplémentaire en vue de réduire la mauvaise gestion des fonds, un agent financier a été désigné en mai 2015, doté de 17 spécialistes à temps plein chargés de contrôler toutes les dépenses de certains bénéficiaires principaux et sous-bénéficiaires.

« Le Fonds ne peut espérer réaliser les cibles de sa stratégie 2017/2022 sans réussite au Nigeria », selon M. Edington. Tandis que le pays se prépare à réviser sa demande de financement TB/VIH, des efforts concertés et coordonnés seront nécessaires de la part d'un large éventail de parties prenantes afin de garantir la réussite de ce portefeuille crucial.

[HAUT](#)

4. ACTUALITÉS : Trouver la source des vols de médicaments au Malawi s'avère difficile, selon le BIG du Fonds mondial

Il est plus facile de trouver des preuves de la vente des médicaments volés que de la manière dont ils ont été volés

David Garmaise

Le problème des vols de médicaments au Malawi est largement répandu, d'après le Bureau de l'Inspecteur général. « L'identification de la cause fait l'objet d'efforts conjoints des autorités du pays, du Fonds mondial, d'USAID et d'autres donateurs importants. »

Cette information figure dans le [rapport](#) sur l'enquête « volontariste » menée par le Bureau de l'Inspecteur général dans le cadre des vols de produits antipaludéens dans les établissements publics de santé au Malawi. Le rapport a été publié le 10 août 2017.

Le Bureau de l'Inspecteur général effectue généralement des enquêtes réactives, qui sont le plus souvent déclenchées par des donneurs d'alerte ou des informations provenant du Secrétariat. « Une enquête volontariste a vocation à introduire une composante fondée sur des données, en vue d'identifier les domaines de risques de fraude élevés et de déterminer s'ils se sont concrétisés », peut-on lire dans le rapport du Bureau de l'Inspecteur général.

Quel que soit le terme utilisé, le rapport se lit comme une étude de cas des efforts considérables déployés par le Bureau de l'Inspecteur général au fil des ans pour tenter de régler le problème des vols de médicaments au Malawi.

À ce jour, le Fonds mondial a octroyé plus de 1,24 milliard de dollars en subventions au Malawi, notamment cinq subventions d'une valeur de 167,5 millions de dollars à l'appui du programme national de lutte contre le paludisme. Le programme dépend de l'achat et de la distribution de produits essentiels, notamment de médicaments antipaludéens. Entre 2009 et 2016, plus de 26 millions de dollars de crédits de subvention ont été utilisés pour acheter plus de 7,5 millions de blisters de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine, le traitement le plus efficace du paludisme sans complication.



Le Bureau de l'Inspecteur général s'est allié à USAID pour organiser des campagnes publiques visant à encourager les gens à signaler les vols de médicaments. *J'en parle maintenant !*, la campagne du Bureau de l'Inspecteur général, et *Make a Difference*, son équivalent USAID, utilisent le même numéro de téléphone.

Depuis son lancement en avril 2016 jusqu'à juin 2017, la ligne téléphonique a reçu 114 signalements, dont 62 en rapport avec le détournement de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine du système public de santé. Toutefois, la majorité des signalements se rapportaient à la vente illégale de ces médicaments plutôt qu'à leur vol.

Le Bureau de l'Inspecteur général a également travaillé en étroite collaboration avec des responsables du gouvernement du Malawi, notamment de l'Unité d'enquête sur les vols de médicaments. Le Bureau de l'Inspecteur général a rapporté qu'entre août 2016 et avril 2017, cette unité a, en collaboration avec les services de police du pays, entrepris des actions à l'encontre de 62 personnes soupçonnées de voler ou de vendre des médicaments du système public de santé. Seize de ces personnes étaient des agents de santé publics, qui ont ultérieurement fait l'objet de poursuites judiciaires pour vol de médicaments. À ce jour, trois d'entre elles ont été condamnées.

Bien que les agents de santé publics puissent être à l'origine d'une partie des vols, le Bureau de l'Inspecteur général estime ne pas être en mesure d'identifier de manière catégorique une cause plutôt qu'une autre. Il est en effet beaucoup plus facile de trouver des preuves de la vente des médicaments volés que de la manière dont ils ont été volés. Alors que le Bureau de l'Inspecteur général a commandité trois « études de marché » au cours des deux dernières années, et que celles-ci ont identifié plusieurs fournisseurs et pharmacies privés vendant illégalement des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine achetées par le Fonds mondial et d'autres donateurs, elles ne révèlent pas les canaux illégaux par lesquels sont passés les produits.

Même si, selon le Bureau de l'Inspecteur général, les enquêtes axées sur la vente illicite de médicaments volés peuvent au bout du compte identifier les sources des médicaments, des étapes d'enquête supplémentaires sont généralement nécessaires, ainsi que du temps et des ressources additionnels. Le Bureau continue donc d'analyser l'information reçue au travers de la ligne téléphonique, accordant la priorité aux signalements, et de détailler le lieu et les auteurs des vols, afin que les forces de l'ordre puissent agir.

D'après le Bureau de l'Inspecteur général, plusieurs « vulnérabilités » ont été identifiées dans la chaîne d'approvisionnement, lesquelles pourraient fournir des occasions de vol. Ces vulnérabilités concernent entre autres le non-rapprochement des données sur les livraisons, les inventaires et les fiches de stocks, l'inadéquation et l'inefficacité des systèmes et processus de comptabilisation des marchandises et l'inadéquation des installations de stockage.

Aidspan a déjà publié dans la version anglaise de l'OFM un [article](#) sur le problème des vols de médicaments au Malawi, ainsi qu'un [article](#) sur l'audit réalisé en 2016 par le Bureau de l'Inspecteur général sur les subventions du Malawi.

[HAUT](#)

5. ACTUALITÉS : GMS, important prestataire d'assistance technique relative au Fonds mondial, fermera ses portes en septembre

Aucun successeur n'a été annoncé à ce jour

David Garmaise

Le projet Grand Management Solutions (GMS) d'USAID, important prestataire d'assistance technique dans le contexte du Fonds mondial, prendra fin en septembre. GMS a pour objet d'améliorer le fonctionnement des subventions du Fonds mondial – principalement au moyen d'assistance technique urgente et à court terme – dans le but d'accroître l'efficacité des interventions de prévention, de prise en charge et de traitement du VIH, de la tuberculose et du paludisme.



Aucune annonce n'a encore été faite sur l'éventuel lancement par USAID d'un projet similaire à GMS pour la fourniture d'assistance technique relative au Fonds mondial.

Le financement du projet GMS provient des 5 pour cent que les États-Unis retiennent de leur soutien au Fonds mondial et mettent à disposition d'USAID à des fins de prestations d'assistance technique relative au Fonds mondial. La première phase du projet GMS a été mise en œuvre de 2007 à 2012, après quoi le contrat de GMS a été reconduit pour une seconde phase couvrant la période d'octobre 2012 à septembre 2017.

GMS englobe 29 organisations partenaires, dont Management Sciences for Health (MSH) est le partenaire principal, et celui qui signe les contrats avec USAID. GMS a des partenaires internationaux, régionaux et sous-traitants. Parmi les partenaires internationaux (six au total) figurent Pact et l'Alliance internationale contre le VIH/sida. Curatio International Foundation, Oasis Financial and Management Services et Fundación Plenitud sont trois des douze partenaires régionaux, et Euro Health Group et Results in Health sont deux des dix partenaires sous-traitants.

D'après son site Web, GMS emploie au moins 25 personnes.

En juin 2017, GMS avait fourni de l'assistance technique à des bénéficiaires de 61 pays et soutenu des subventions d'une valeur de plus de 2,5 milliards de dollars. Durant la deuxième phase, GMS a aidé 91 bénéficiaires principaux et sous-bénéficiaires à mettre en place ou renforcer leurs structures et procédures organisationnelles.

GMS a également contribué à renforcer le fonctionnement des instances de coordination nationale, notamment a) en les aidant à satisfaire aux critères d'admissibilité pour pouvoir présenter des propositions au Fonds mondial et b) en améliorant leur gouvernance et leur suivi stratégique.

En outre, GMS a mis au point différents outils qui resteront des ressources utiles pour les bénéficiaires de subventions du Fonds mondial et les parties prenantes après la fin du projet,

parmi lesquels les tableaux de bord de gestion des subventions, un outil de gestion des sous-réциpiendaires et un tableau de bord régional. Les tableaux de bord de gestion des subventions étaient initialement connus sous le nom de « tableau de bord des instances de coordination nationale ». Ils ont plus tard été adaptés à l'intention des réциpiendaires principaux (« tableau de bord des réциpiendaires principaux »), d'où le terme générique de « tableau de bord de gestion des subventions ». GMS a également mis au point un tableau de bord de synthèse pour les instances de coordination nationale.

D'après le programme BACKUP Health de l'Agence allemande pour la coopération internationale, le projet GMS développe depuis 2013 des tableaux de bord de gestion des subventions en collaboration avec le Secrétariat du Fonds mondial et la société informatique allemande SAP. En juillet, la lettre d'information de BACKUP a rapporté qu'un événement de transfert des tableaux de bord avait eu lieu à Dakar (Sénégal) du 15 au 19 mai 2017, axé sur la suite de tableaux de bord et les méthodes d'introduction de ceux-ci. Les applications, supports et orientations relatifs à l'utilisation des tableaux de bord de gestion des subventions ont été transférés aux consultants, aux partenaires d'assistance technique et au personnel du Secrétariat du Fonds mondial. Cet événement faisait partie d'une série d'activités organisées par GMS pour assurer la pérennité de ses outils et approches une fois le projet terminé. BACKUP Health est l'un des partenaires d'assistance technique qui ont participé à l'événement. Selon sa lettre d'information, BACKUP Health continuera à soutenir l'introduction des tableaux de bord auprès des réциpiendaires principaux et des instances de coordination nationale, dans le cadre de ses services d'assistance technique destinés à améliorer les résultats des subventions.

Étant donné que GMS était un important prestataire d'assistance technique relative au Fonds mondial, Aidsplan a demandé à l'agence USAID si elle comptait mettre en place une autre entité chargée de prendre la relève de GMS. L'équipe du Bureau de communication sur le VIH/sida d'USAID s'est limitée à répondre que « le gouvernement des États-Unis reste déterminé à aider les pays à réaliser leurs stratégies nationales de lutte contre les maladies et les cibles de leurs subventions. Nous finançons de multiples activités de lutte contre les trois maladies et de renforcement des systèmes de santé. »

Pouvons-nous nous attendre à une annonce d'USAID concernant un successeur à GMS dans le courant du mois de septembre ? Aidsplan n'a vu aucune indication dans ce sens. Compte tenu du climat politique actuel aux États-Unis, rien n'est sûr. Par ailleurs, dans la mesure où GMS a organisé des événements de transfert de ses outils, notamment du tableau de bord de gestion des subventions, on pourrait en conclure que tout successeur sera bien différent.

De plus amples informations sur les activités de GMS sont disponibles sur le site www.gmsproject.org.

[HAUT](#)

6. ANNONCE : Aidspace recherche des correspondants pour l'OFM

David Garmaise

Aidspace est à la recherche de correspondants pour le Global Fund Observer / Observateur du Fonds mondial (GFO/OFM).

Le GFO compte actuellement plusieurs correspondants, dont certains couvrent les événements de régions données, tandis que d'autres ont un mandat de portée mondiale. Vous lisez régulièrement leur nom en tête des articles publiés. Ils apportent une contribution importante à la lettre d'information.

Nous avons besoin d'autres correspondants comme eux, en particulier dans les régions que nous estimons ne pas couvrir de manière adéquate, à savoir l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est.

Nous avons également besoin de correspondants pouvant se consacrer aux questions liées au Fonds mondial en général, plutôt qu'à une région donnée. Enfin, nous cherchons également des correspondants supplémentaires pour deux régions que nous couvrons actuellement, l'Afrique australe et l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

Nous recherchons des personnes possédant de très bonnes connaissances des opérations du Fonds mondial dans une région donnée ou à l'échelle mondiale, et de bonnes compétences rédactionnelles en anglais ou en français. À l'heure actuelle, tous les articles sont rédigés en anglais, et certains sont traduits en français pour l'Observateur du Fonds mondial, la publication sœur du Global Fund Observer. À l'avenir, nous espérons cependant rédiger des articles originaux en français.

Aidspace rémunère ses correspondants selon un tarif forfaitaire par article. En moyenne, nos correspondants nous envoient 1 à 2 articles par mois.

Si vous souhaitez devenir correspondant, veuillez envoyer un courrier électronique accompagné de votre CV à David Garmaise, rédacteur en chef du GFO/OFM, à l'adresse david.garmaise@aidspan.org, avec copie à info@aidspan.org.

[HAUT](#)

Ceci est le numéro 49 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise (david.garmaise@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez-vous sur www.aidspan.org. Les articles sont également disponibles en anglais.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan (www.aidspace.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur indépendant du Fonds mondial et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds et d'en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « Source : lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (www.aidspace.org/gfo), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

© 2017 Aidspan. Tous droits réservés.